

# Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

## Le groupe de négociation sur l'agriculture se rencontre et discute de la voie à suivre

**Le groupe de négociation sur l'agriculture a tenu sa première réunion ouverte informelle depuis la 11<sup>e</sup> conférence ministérielle à Buenos Aires (CM11). L'objectif de la rencontre était d'échanger des points de vue sur la voie à suivre et de jeter les bases de la reprise des négociations sur l'agriculture.**

L'ambassadeur du Guyana auprès de l'OMC, John Ford, qui a récemment été nommé président du groupe de négociation, a suggéré, sur la base des consultations qu'il a entreprises depuis son élection à la présidence du groupe, que les Membres se concentrent d'abord sur le processus et qu'ils évitent de débattre à savoir quels sont les sujets qui devraient être prioritaires.

Les Membres étaient dans l'ensemble d'accord avec le président. La plupart des Membres ont demandé l'adoption d'une approche progressive pour s'attaquer aux enjeux restants par l'entremise de séminaires et d'ateliers qui permettront de compléter l'approche de négociation officielle, qui selon certains devrait être axée sur des analyses techniques fondées sur des données qui seraient menées par le Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Cependant, c'est lorsque les Membres se sont penchés sur le contenu et l'échéancier que des différences importantes ont émergé. Alors que certains Membres, comme la Chine, ont insisté pour que les mandats de Nairobi – notamment le besoin de trouver une solution aux enjeux de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire (DSP) et du mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) – soient en tête de liste, d'autres, comme les États-Unis, ont rejeté l'idée de mettre fin à la période de réflexion actuelle et de plonger directement dans la phase de négociations.

Parlant au nom de certains membres du Groupe de Cairns<sup>1</sup>, l'Australie a souligné la nécessité de relancer les négociations et de présenter un échéancier afin de fournir une direction pour le travail à venir. Même si les séminaires et les ateliers peuvent aider à approfondir la discussion technique entre les Membres sur l'agriculture, l'Australie a affirmé « qu'ils ne pourront jamais être considérés comme une alternative aux négociations. »

Ainsi, le groupe a demandé l'établissement d'un programme de travail pour les négociations qui inclurait des jalons réalistes d'ici à la CM12 (décembre 2019).

Les membres du Groupe de Cairns ont rejeté la suggestion des États-Unis de maintenir la période de réflexion actuelle sans plonger directement dans les négociations, soulignant que « la réflexion n'est pas un processus qui doit se faire de manière isolée. »

« Cinq mois se sont écoulés depuis la CM11, et il ne sert à rien de temporiser davantage en ce qui concerne nos travaux », a écrit le groupe dans sa communication. L'agriculture, a-t-il ajouté, reste le dossier inachevé le plus important du Cycle d'Uruguay (1994). Les Membres doivent créer de nouvelles disciplines en matière de soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges afin d'empêcher « un effet dévastateur sur les marchés mondiaux dans les années à venir ».

L'accès aux marchés agricoles est un domaine dans lequel aucun progrès n'a été réalisé depuis le dernier cycle, et des travaux inachevés restent à accomplir dans le pilier de la concurrence à l'exportation. Les Membres doivent s'appuyer sur les réalisations de Nairobi (CM10) pour progresser dans l'ensemble des négociations sur l'agriculture, a écrit le groupe.

« Pour la CM12, nous devrions chercher à faire un pas en avant concret dans le processus de réforme, qui ouvre la voie à l'adoption à la CM13 d'une mesure globale qui concerne toute l'agriculture », ont souligné les membres du Groupe de Cairns.

De l'autre côté, les États-Unis ont affirmé qu'ils souhaitaient une « remise à zéro » des pourparlers sur l'agriculture. Ils ont entrepris certains travaux pour cibler les difficultés que vivent les producteurs américains et souhaitent faire part de leur analyse pour stimuler les discussions lors de la prochaine réunion du groupe de négociation sur l'agriculture en juin. Cela permettra aux Membres d'avoir une compréhension commune des enjeux agricoles et de la meilleure manière de les régler, ont déclaré les États-Unis.

Les États-Unis, entre-temps, appuient l'idée de tenir des symposiums sur l'agriculture et d'autres séminaires pour jeter les bases des négociations avant de les entreprendre. « On ne peut pas mettre la charrue devant les bœufs et s'attendre à arriver à destination », ont affirmé les États-Unis, minimisant les appels à un échéancier clair pour les pourparlers.

<sup>1</sup>Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Paraguay, Pérou, Thaïlande, Uruguay et Vietnam.

L'Union européenne (UE), entre-temps, a appelé les Membres à s'attaquer au soutien interne, à la DSP et au coton en même temps puisqu'ils sont étroitement liés. L'UE a souligné l'importance de la transparence dans les restrictions à l'exportation, une affaire non résolue du pilier de la concurrence à l'exportation. L'UE a également convenu de l'approche progressive et partage l'avis des États-Unis selon lequel il ne faut pas mettre de dates limites artificielles sur les négociations.

Parlant au nom du G-10 (coalition de pays qui militent pour faire reconnaître la diversité et le caractère spécial de l'agriculture en raison de considérations autres que d'ordre commercial [à ne pas confondre avec le Groupe des dix gouverneurs de banques centrales]), la Suisse a appelé à une meilleure compréhension des politiques agricoles des Membres avant de reprendre les négociations, particulièrement dans les secteurs agricoles sensibles.

Pour s'assurer que les enjeux agricoles sensibles sont dûment pris en considération dans les négociations futures, le groupe souhaite un programme équilibré qui reflète les intérêts de tous les Membres, à la fois pour les importateurs et les exportateurs nets de produits alimentaires. La Suisse a poursuivi en demandant à ce que l'accès aux marchés ne soit pas isolé des autres enjeux des négociations comme l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) et la concurrence à l'exportation.

Pour résumer, le président a affirmé qu'il organisera des séances consacrées à tous les enjeux prioritaires soulevés durant le remue-méninges : le soutien interne, l'accès aux marchés, la concurrence à l'exportation, les restrictions à l'exportation, le coton, la DSP et le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS).

« Un environnement difficile ne devrait pas nous décourager de notre engagement », a déclaré l'ambassadeur Ford à l'ensemble des Membres.

« Avec du dur labeur, du dévouement et de la flexibilité de toutes parts, nous devrions être en mesure de nous entendre sur la manière de procéder, de resserrer l'écart sur les enjeux de négociation et certainement de nous donner une véritable chance de parvenir à des résultats à la CM12 et au-delà. »

### **Les ministres de l'APEC discutent du système commercial multilatéral**

Entre-temps, les ministres du Commerce des 21 pays de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) se sont réunis à Port Moresby, en Papouasi-Nouvelle-Guinée, les 25

et 26 mai, pour discuter de la manière de soutenir le système commercial multilatéral (SCM). Lors de cette rencontre, le directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, a demandé aux pays de l'APEC « de redoubler d'efforts » pour faire avancer les travaux de l'OMC dans un certain nombre de domaines.

« Je presse les ministres de rester actifs et engagés, et de s'investir – à la fois pour résoudre les enjeux critiques auxquels nous faisons face aujourd'hui et pour trouver des manières de continuer à renforcer et à améliorer le système commercial multilatéral », a déclaré M. Azevêdo à l'assemblée.

M. Azevêdo a également insisté sur le besoin d'aborder les tensions commerciales croissantes. Après la proclamation du président Trump sur l'acier et l'aluminium plus tôt cette année, l'administration américaine contemple une nouvelle augmentation tarifaire en vertu de l'article 232, citant des enjeux de sécurité nationale. Cette fois, l'enquête en matière de droits envisagée cible les importations d'automobiles et de pièces d'automobile.

En ce qui concerne les négociations, M. Azevêdo a déclaré aux membres de l'APEC que de nouvelles idées sont essentielles pour faire avancer les pourparlers de l'après CM11 sur tous les enjeux. « Les travaux sur les subventions pour la pêche sont un point positif notable », a-t-il affirmé, ajoutant que les discussions à Genève « se tiennent dans un réel sentiment d'urgence après la décision prise par les Membres à Buenos Aires ».

Entre-temps, les États-Unis, qui étaient représentés par Jeffrey Gerrish, le représentant adjoint pour le commerce des États-Unis (plutôt que par le représentant pour le commerce des États-Unis, Robert Lighthizer), ont seulement mentionné leur engagement à renforcer leurs relations commerciales bilatérales dans l'ensemble de la région de l'Asie-Pacifique.

« Nous sommes engagés à travailler avec les économies de l'APEC pour parvenir à des résultats positifs et significatifs qui ouvrent les marchés, qui favorisent des normes élevées et qui abordent les politiques et les pratiques de distorsion des échanges », a déclaré l'ambassadeur Gerrish.

Les États-Unis, qui ont vu leur déficit commercial pour les biens avec les pays de l'APEC exploser à 620,3 milliards de dollars en 2017, auraient pu améliorer leur compétitivité dans la région par un plus grand accès aux marchés des biens et services et d'autres domaines si l'administration Trump avait choisi de demeurer dans l'accord du Partenariat transpacifique (PTP) conclu en 2015.

**Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.**

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : [producteurslaitiers.ca](http://producteurslaitiers.ca), [producteursdepoulet.ca](http://producteursdepoulet.ca), [producteursdoeufs.ca](http://producteursdoeufs.ca), [leseleveursdedindonducanada.ca](http://leseleveursdedindonducanada.ca), [chep-poic.ca](http://chep-poic.ca).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

